

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Demelas, Danièle, *Nationalisme sans nation? La Bolivie aux XIXe – XXe siècles*. Paris, Ed. du CNRS, 1980, 228 p.

par Philippe Faucher

Études internationales, vol. 12, n° 3, 1981, p. 607-608.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701255ar>

DOI: 10.7202/701255ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Dans l'ensemble, il s'agit cependant d'un excellent ouvrage dont la lecture est indispensable à toute personne intéressée par la prise de décision. Quand verrons-nous paraître de telles recherches portant sur les pays européens, le Canada ou certains États du Tiers Monde ?

Michel FORTMANN

*Département de science politique
Université de Montréal*

AMÉRIQUE LATINE

DEMELAS, Danièle, *Nationalisme sans nation? La Bolivie aux XIX^e - XX^e siècles*. Paris, Ed. du CNRS, 1980, 228 p.

C'est à une saine remise en question que nous convie Danièle Demelas par son livre: *Nationalisme sans nation: La Bolivie aux XIX^e-XX^e siècles*. En effet, formés dans la tradition étatique selon laquelle la nation est le concept minimal et intangible de l'identité collective et de la définition de notre présent, nous oublions trop facilement les conditions historiques, souvent dramatiques mais rarement glorieuses qui ont façonné les frontières politiques du monde contemporain et asservi des peuples entiers à la domination de minorités (culturelles, ethniques, économiques, régionales) qui se proclamaient incarner l'État ?

L'ouvrage de Danièle Demelas n'est pas un livre d'histoire ordinaire. Par une compilation exhaustive sur la population, la démographie, la production, l'administration, les échanges, l'auteur présente un portrait fidèle de la Bolivie telle qu'elle était il y a moins d'un siècle entre 1880 et 1920. Peut-on même parler de la Bolivie ? En 1825 un État se crée, il correspond à une circonscription administrative, « l'audience » de Charcas qui avait fait partie du vice-royaume du Pérou jusqu'en 1776, puis était passée sous l'administration du vice-royaume de Buenos Aires (p. 1) - déjà un problème d'identité et d'appartenance ! Cet État c'est tout juste une fiction administrative, rien de ce qui fait la viabilité d'un pays,

c'est-à-dire son unité géographique et économique, sa cohésion sociale et politique, n'est assuré. L'auteur nous conduit dans une fascinante exploration des événements (chapitre 1), de la géographie humaine (chapitre 2), de l'administration et des appareils d'État (chapitre 3), de la politique et des rapports de pouvoir (chapitre 4), du contrôle sur les populations indigènes (chapitre 5) et enfin du développement économique (chapitre 6).

Comme on le constate le survol est généreux, l'auteur néanmoins le réussit en s'effaçant derrière une abondance de citations, de chiffres, de statistiques, de graphes, de figures, de cartes, de documents et de photos, qui tiennent lieu de démonstration. Ce parti pris empirique a l'inconvénient de donner parfois à l'ouvrage l'allure sèche et austère d'un rapport de recherche ou d'une thèse.

Le contact avec les faits rapportés est brutal. À lire, ce qui parfois ressemble à une nomenclature. la Constitution (imaginez que la Bolivie s'est votée onze constitutions entre le 6 octobre 1825 et le 28 octobre 1980. Quel est ce pays déjà qui garde la sienne depuis 114 ans ?), de ce pays consacré à Bolivar ce grand unificateur du continent ? Tout est là, tout ce qui constitue le monde de référence des politologues, mais réduit à des proportions tellement dérisoires ! Les ouvriers et mineurs ne méritent pas d'être considérés comme formant une classe (p. 179), la classe politique de son côté compte tout au plus 500 personnes incluant les membres de partis (p. 122), et les électeurs ne sont en 1888 qu'au nombre de 32 110, soit 2,8% de la population totale (p. 122).

Cette élite vit terrorisée, isolée sur un territoire à la géographie et aux climats extrêmes, sans possibilité de communication, se sentant menacée par une masse, une populace (p. 120) d'indiens et de métis. Elle est pathétique cette élite, qui voit son territoire lui échapper par lambeaux au profit de ses voisins, le Pérou, le Brésil, le Paraguay, l'Argentine et le Chili, qui demande secours et implore de l'aide de ceux qu'elle exploite et humilie en les transformant en mulets :

Pour transporter les munitions, il a fallu recourir à ce moyen : les faire porter sur le dos de ses Indiens jusqu'à San Cristobal (soit neuf jours de marche). (p. 116)

La science va même jusqu'à approuver ces abus :

Suivant Antele, qui se référait à la Bolivie, le cerveau indigène et le cerveau métis sont, du fait même de leurs cellules, incapables de concevoir la liberté républicaine... Ces cerveaux pèsent entre 5,7 et 10 onces de moins que le cerveau d'un blanc de pure race. (p. 96)

Et il se trouve bien un intellectuel pour en faire une théorie :

Les métis, caste hybride et stérile pour l'évolution de l'espèce humaine comme la mule pour celle de l'âne ou du cheval, les métis avec leur thorax gonflé par les appétits sensuels et leur esprit soumis à l'institut de prosélytisme du « caudillisme », représentent dans l'espèce humaine une variété subalterne qui correspond à une dégénérescence confuse de la violence espagnole et de la bassesse indigène. (p. 57)

Le sentiment d'appartenance à la nation, la recherche du pouvoir et le contrôle des institutions est le monopole de l'élite blanche. L'auteur conclue :

La guerre du Pacifique marque pourtant la naissance d'un sentiment national populaire, fait de frustration et d'humiliation, qui se développe avec les échecs successifs de la « revendication » du territoire perdu. Le nationalisme bolivien contemporain en est issu, renforcé par la défaite de la guerre du Chaco, et la réforme agraire qui intègre enfin les Indiens dans la nation bolivienne. Mais en 1880-1900, la majorité de la population vit toujours en exclue. Le nationalisme alors proclamé, c'est celui de la caste politique, nationalisme sans nation. (p. 191)

Danièle Demelas recrée l'époque en citant un grand nombre de documents, livres et journaux de la période. C'est donc un livre

d'histoire qui sous une apparence austère allie la prouesse statistique à la finesse de l'observation et au sens de l'anecdote. Une belle revanche de l'Histoire, sur la science politique qui la méprise tellement.

Notons enfin que l'on relève tout au long de l'ouvrage un certain nombre de fautes de correction. C'est étonnant venant d'un livre aux éditions du CNRS et cela ne rend pas justice aux efforts et aux soins apportés par l'auteur dans la compilation et la présentation de ses statistiques. L'ouvrage est complété par une imposante bibliographie.

Philippe FAUCHER

*Département de science politique
Université de Montréal*

GRAL Centre interdisciplinaire d'études latino-américaines, *Communications de masse en Amérique Latine*, Paris, Éditions du CNRS, 1979, 114 p.

Ce petit livre réunit sept études sur le problème des media en Amérique latine. La diversité des pays et les différents réseaux de media ne rendent pas la tâche facile à tous ceux qui se penchent sur ces questions. Le but de ce livre est modeste : poser quelques échantillons d'analyse, soulever quelques questions, car comme le souligne Bataillon dans l'article qui ouvre ces débats, l'Amérique latine n'est pas un bloc homogène. Dans ce sens, le livre édité par le GRAL est un point de départ pour des analyses plus poussées et plus diversifiées.

Trois études sont consacrées au rôle de la presse ou des mass-media en général : celui de J. Andreu sur la presse en Argentine et le coup militaire de mars 1976 ; celui de D. Van Eeuwen sur le régime péruvien (1968-1978) et les réformes des mass-média ; enfin, celui de M. G. Daulin sur les communications de masse en Colombie. Une quatrième étude porte sur les questions qui ont trait à l'édition en Argentine. P. Lagarde en est l'auteur. Le texte de A. Roa Bastos se présente sous forme de témoignage : le thème de l'exil dans la